



COMMUNIQUÉ

SANS « POGNON », PAS DE REDISTRIBUTION
SANS REDISTRIBUTION, PAS D'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

En déplorant le « pognon de dingue » que coûtent les minimas sociaux sans parvenir à endiguer la pauvreté, c'est une nouvelle attaque contre notre modèle social et républicain qu'assène le président de la République. Face aux multiples offensives, Force Ouvrière appelle à la plus grande fermeté pour la préservation de notre modèle, porteur des valeurs d'égalité et de solidarité, dont les aides sociales sont à la fois la corde et la digue.

Elles sont, pour ceux qui en ont le plus besoin, une corde à laquelle se hisser. Comme tout le monde, les moins aisés refusent de tomber dans la trappe à pauvreté et s'activent pour en sortir quand, contraints, ils s'y trouvent. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : un quart de ceux qui ont droit au RSA ne le demandent pas ; les deux tiers des adultes en situation de pauvreté ont un emploi ou en recherchent activement un ; un SDF sur quatre a une activité. Les aides sociales sont aussi une digue, permettant à ceux qui se maintiennent juste au-dessus du seuil de pauvreté mais aussi aux classes moyennes de ne pas sombrer dans la pauvreté lorsqu'ils sont confrontés aux aléas de la vie. Sans aides publiques ciblées au profit des plus modestes, le taux de pauvreté exploserait de 14% à 22%.

Aussi, le rôle de l'Etat, garant de l'intérêt général, ne peut se réduire à considérer les aides sociales sous un angle uniquement comptable, comme une dépense publique qu'il s'agit nécessairement de réduire. Tout projet purement dogmatique de refonte des minimas sociaux doit d'ailleurs faire l'objet d'une étude d'impact débattue avec les interlocuteurs sociaux. De plus, Force Ouvrière se refuse d'avaliser un projet de société où seuls les plus précaires bénéficieraient du soutien de la puissance publique, charge à chacun, s'il le souhaite, de faire preuve de charité à l'égard de son voisin.

En lieu et place d'une politique profondément injuste et stigmatisante à l'égard de tous ceux qui n'ont pas les moyens, la capacité ou la chance de s'en sortir seuls et de réussir, il serait nécessaire de lutter véritablement contre les inégalités, pour toujours plus de justice sociale et une émancipation réelle pour tous.

Paris, le 13 juin 2018

Pascal Pavageau
Secrétaire général
sg@force-ouvriere.fr